

Nach nochmaliger Ueberprüfung darf ich Sie bitten, der Mehrheit und dem Bundesrat zuzustimmen. Der Vergleich mit dem Ausland hinkt, weil die Kündigungsfreiheit im Ausland längst nicht mehr so weit geht wie in unserem Land. Ich möchte Sie nur auf die deutsche Regelung verweisen: In Deutschland können Kündigungen, die im Rahmen einer Massenentlassung erfolgen, nur mit der Zustimmung des Landesarbeitsamtes wirksam werden. Ich verweise auf Paragraph 18 des deutschen Kündigungsschutzgesetzes. Wenn Sie derartige Kautele – also verwaltungsrechtliche Bewilligungsverfahren – eingebaut haben, dann brauchen Sie natürlich entsprechend weniger zivilrechtliche Sanktionen. Ich bitte Sie dringend, dem Bundesrat und dem Nationalrat zuzustimmen. Meine Erklärungen zuhanden der Materialien machen klar, dass der Richter hier aufgerufen ist, den Umständen des Einzelfalles Rechnung zu tragen und seine Ermessensmöglichkeiten zu nutzen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	23 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen – Adopté

Ziff. II Art. 1 Einleitung, Art. 68 Abs. 2, Art. 69a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II art. 1 introduction, art. 68 al. 2, art. 69a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Zimmerli: Ich stelle keinen Gegenantrag, sondern stelle nur klar: Artikel 69a wird noch in Artikel 76a des Gesetzes umnummeriert werden müssen, wie es der Nationalrat bereits beschlossen hat.

Angenommen – Adopté

Ziff. II Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II art. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	36 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

An den Nationalrat – Au Conseil national

Ad 92.057-42

Motion des Nationalrates (Kommission)

Massnahmen gegen Sozialdumping

Motion du Conseil national

(Commission)

Mesures contre le dumping social

Wortlaut der Motion vom 24. September 1992

Der Bundesrat wird ersucht, mit einer möglichst raschen Aenderung der Arbeitsgesetzgebung zu verhindern, dass der Beitritt der Schweiz zum EWR zu missbräuchlichen Lohnsenkungen und Lohndumping führt.

Die neuen Bestimmungen sollen ausschliesslich dazu dienen, offensichtlich missbräuchliche Praktiken im Bereich einzelner Unternehmen, Branchen, Wirtschaftszweige oder Regionen, namentlich im grenznahen Raum, zu verhindern. Es soll im Kompetenzbereich der Kantone liegen, diese Bestimmungen nach Absprache mit dem Biga und den betroffenen Berufsverbänden in Kraft zu setzen.

Texte de la motion du 24 septembre 1992

Le Conseil fédéral est prié de préparer, dans les meilleurs délais, une modification de la législation sur le travail, afin d'empêcher que l'entrée de la Suisse dans l'EEE ne favorise pas des pratiques abusives en matière de sous-enchère de salaires et de dumping social.

Ces dispositions viseraient exclusivement la répression de pratiques manifestement abusives observées à l'échelle d'entreprises, branches, secteurs ou régions, notamment frontalières.

L'application de ces dispositions serait de la compétence des cantons, qui les mettraient en vigueur après consultation de l'OFIAMI et des milieux professionnels intéressés.

Ad 92.057-24

Motion der Kommission für Rechtsfragen Lohnsenkungen und Sozialdumping

Motion de la Commission des affaires juridiques Sous-enchère salariale et dumping social

Wortlaut der Motion vom 21. September 1992

Der Bundesrat wird ersucht, mit einer möglichst raschen Aenderung der Arbeitsgesetzgebung zu verhindern, dass der Beitritt der Schweiz zum EWR zu missbräuchlichen Lohnsenkungen und Lohndumping führt.

Die neuen Bestimmungen sollen ausschliesslich dazu dienen, offensichtlich missbräuchliche Praktiken im Bereich einzelner Unternehmen, Branchen, Wirtschaftszweige oder Regionen, namentlich im grenznahen Raum, zu verhindern.

Es soll im Kompetenzbereich der Kantone liegen, diese Bestimmungen nach Absprache mit dem Biga und den betroffenen Berufsverbänden in Kraft zu setzen.

Texte de la motion du 21 septembre 1992

Le Conseil fédéral est prié de préparer, dans les meilleurs délais, une modification de la législation sur le travail, afin d'empêcher que l'entrée de la Suisse dans l'EEE ne favorise pas des pratiques abusives en matière de sous-enchère de salaires et de dumping social.

Ces dispositions viseraient exclusivement la répression de pratiques manifestement abusives observées à l'échelle d'entreprises, branches, secteurs ou régions, notamment frontalières.

L'application de ces dispositions serait de la compétence des cantons, qui les mettraient en vigueur après consultation de l'OFIAMI et des milieux professionnels intéressés.

M. Salvioni, rapporteur: Cette motion fait suite à un postulat que j'avais présenté lors de la session d'été et dont la teneur était la suivante: «Le Conseil fédéral est prié de préparer une modification de la législation sur le travail afin d'autoriser les cantons à définir, après consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, des conditions minimales obligatoires, séparément pour chaque branche de l'économie et par canton ou région, pour les parties au contrat de travail afin d'empêcher un dumping social avec l'entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen.»

La raison de ce postulat réside dans l'inquiétude très répandue, surtout dans les régions frontalières, quant aux conséquences de l'adhésion de la Suisse à l'EEE. Cette inquiétude a

été manifestée à diverses reprises, notamment au Tessin, mais aussi à Genève et dans d'autres cantons comme le Valais. Il est en effet évident qu'après la période transitoire de cinq ans les ressortissants de l'Espace économique européen auront toute liberté de venir travailler en Suisse, à certaines conditions. Le problème est de trouver le moyen d'éviter les conséquences négatives sans pour autant violer le principe de la non-discrimination. Ce postulat a été discuté avec l'OFIAMT et avec différentes personnes et il a donné naissance à la motion qui a été présentée au Conseil national par M. Tschopp, et par moi-même à la Commission des affaires juridiques qui l'a adoptée comme motion de la commission.

Il faut aussi souligner que ce sont non seulement les milieux de travailleurs mais aussi ceux des entrepreneurs qui éprouvent une certaine préoccupation car, dans les régions frontalières, des entrepreneurs appartenant à l'Espace économique européen pourront participer à des soumissions et venir travailler en Suisse. Il est évident que, si les salaires payés alors peuvent être considérés comme abusifs en Suisse, cela pourrait donner lieu à une concurrence déloyale. D'autre part, des travailleurs étrangers pourraient décider de venir en Suisse en acceptant des salaires avec lesquels ils penseraient, à tort, pouvoir vivre et faire vivre une famille, par ignorance du coût de la vie en Suisse. C'est pourquoi on a finalement formulé une motion qui s'appuie sur un article actuellement en vigueur, à savoir l'article 9, alinéa premier, de l'ordonnance limitant le nombre d'étrangers et qui prévoit textuellement: «Les autorisations ne peuvent être accordées que si l'employeur accorde à l'étranger les mêmes conditions de rémunération et de travail en usage dans la localité et la profession qu'il accorde aux Suisses et que si l'étranger est assuré de manière adéquate contre les conséquences économiques d'une maladie.» Le même article établit les critères servant à déterminer le salaire comme suit: «Il y a lieu de tenir compte des prescriptions légales des salaires et des conditions accordées pour un travail semblable dans la même entreprise et dans la même branche, ainsi que des conventions collectives et des contrats-types de travail. En outre, il importe de prendre en considération le résultat des relevés statistiques sur les salaires et traitements auxquels l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail procède chaque année.»

Or, il est évident que, après la période transitoire de cinq ans, cet article ne sera applicable qu'àux personnes issues d'Etats ne faisant pas partie de l'Espace économique européen, mais ne le sera plus aux ressortissants de l'EEE. Comme on ne voulait pas, d'autre part, en arriver à fixer des salaires minimums, car ce n'était pas dans le but général du programme que l'on voulait pratiquement aborder avec l'entrée dans l'Espace économique européen, on a donc trouvé une formulation prévoyant la possibilité pour les cantons d'intervenir lorsque des salaires pourraient être considérés comme abusifs. Donc, ce ne sont pas des salaires minimaux que l'on veut fixer, mais des salaires qui sont bien en dessous de ce qui est considéré comme un salaire normal pour cette branche et cette région. Dans ce cas, le travailleur pourrait demander au Tribunal des prud'hommes que son salaire soit considéré abusif, et qu'il soit relevé au minimum prévu pour la région et le secteur économique concernés. Il faut noter que cette disposition pourrait également être une base pour l'application de la loi sur la concurrence déloyale, car celle-ci, à l'article 2, dispose: «Est déloyal et illicite tout comportement ou pratique commerciale qui est trompeur ou qui contrevient de toute autre manière aux règles de la bonne foi et qui influe sur les rapports entre concurrents ou entre fournisseur et client.» L'article 5 stipule: «Agit de façon déloyale celui qui notamment exploite de façon induite le résultat d'un travail qui lui a été confié, exploite le résultat du travail d'un tiers, par exemple des offres, reprend grâce à des procédés techniques de reproduction sans sacrifices correspondants le résultat du travail» Il y a donc déjà bel et bien une définition de la concurrence déloyale dans le domaine des salaires. L'article 9 dispose que les concurrents pourraient intervenir dans ces cas pour faire annuler des contrats. Cette disposition est aussi à l'avantage des entrepreneurs qui pourraient intervenir dans le cas où des entrepreneurs ressortissants des pays de l'Espace économique euro-

péen seraient concurrentiels grâce à l'octroi de salaires considérés comme abusifs selon notre législation. Dans cette situation, les entrepreneurs suisses pourraient évidemment trouver une protection contre ce type de concurrence.

Il faut ajouter que, selon le Conseil fédéral et les analyses effectuées, on ne s'attend pas à ce type de concurrence après l'adhésion à l'Espace économique européen. Le résumé du rapport du professeur Hauser, page 41, dit notamment: «Verfügbare Indikatoren weisen darauf hin, dass keine grosse Zuwanderung zu erwarten ist. Die bessere Qualifikationsstruktur der ausländischen Arbeitskräfte und die höhere Flexibilität bei der Rekrutierung von Spezialisten werden in den beiden Integrationszenarien zu einem beschleunigten Strukturwandel führen.» Il n'est cependant pas exclu que, durant une certaine période, surtout dans les régions de frontières, ce phénomène se produise. C'est la raison pour laquelle cette motion a été présentée.

La commission demande de la soutenir.

Bundesrat Koller: Zunächst darf ich Sie daran erinnern, dass die Freizügigkeit nicht mit dem Inkrafttreten des EWR-Vertrages Platz greift, sondern dass wir während der fünfjährigen Uebergangszeit nach wie vor die Möglichkeit haben, aufgrund von Artikel 9 der heute geltenden Begrenzungsverordnung in bezug auf die ausländischen Arbeitnehmer – das sind auch die Arbeitnehmer des EWR – die Einhaltung der orts- und berufsüblichen Lohn- und Arbeitsbedingungen zu gewährleisten. Dazu kommt, dass wir nach dem von Herrn Salvioni zitierten Gutachten von Herrn Professor Hauser davon ausgehen können, dass der Abschluss des EWR-Vertrages in unserem Land zu einem Wirtschaftswachstum von 4 bis 6 Prozent in 10 Jahren führen wird, und nach aller Erfahrung können wir davon ausgehen, dass auch die Löhne in vergleichbarem Masse wachsen werden.

Ich gebe gerne zu, dass das in erster Linie gesamtwirtschaftliche Ueberlegungen sind. Sie beruhen aber auf solider Erfahrung, gelang es doch den Gewerkschaften in den letzten Jahrzehnten immer, den Arbeitnehmern ihren Anteil am Kuchen des Wirtschaftswachstums weiterzugeben.

Ich weise darauf hin, dass die Befürchtungen, es könnte infolge des EWR-Vertrages zu einer EWR-weiten Lohnnivellierung kommen, durch die empirischen Erfahrungen in der EG während rund 40 Jahren eindeutig widerlegt sind. Es kam in den EG-Ländern bekanntlich zu keiner Lohnnivellierung, sondern auch heute noch unterscheiden sich die Löhne zwischen einzelnen EG-Ländern bis zum Verhältnis 1 zu 2. Am Beispiel der Bundesrepublik Deutschland zeigt sich deutlich, dass es in diesem Land, welches die höchsten Lohnkosten hat – offenbar weil es auch die höchste Arbeitsproduktivität realisiert –, in keiner Weise zu Lohnrückerei gekommen ist. Die Arbeitsproduktivität ist schliesslich der entscheidende Faktor für die Bestimmung des Lohnniveaus.

Bei diesen gesamtwirtschaftlichen Ueberlegungen kann nicht ausgeschlossen werden, dass es in gewissen Sektoren der Wirtschaft oder auch in gewissen Regionen – Sie nennen in Ihrer Motion die Grenzregionen – zu einem gewissen Druck auf die Löhne kommen kann. Das ist zweifellos auch etwas, das wir vom EWR-Vertrag erwarten; es wird zu einer rascheren Strukturanpassung in unserer Wirtschaft kommen.

Offenbar möchten Sie, dass der Bundesrat für solche Fälle vorsorgt. Dazu ist der Bundesrat grundsätzlich bereit, liegt es doch in der Natur der Sache, dass eine verantwortliche Regierung es nicht zulassen könnte, dass es in gewissen grenznahen Regionen zu einem eigentlichen Lohndumping kommen würde. Wir sind zwar der Meinung, dass solche Fälle unwahrscheinlich sind.

Der Grund, weshalb der Bundesrat alle diese parlamentarischen Vorstösse als Postulate und nicht als Motionen entgegennehmen möchte, liegt darin, dass Sie uns vor eine schwierige Aufgabe stellen. Herr Salvioni sagte, er stelle sich ein neues System vor – wenn ich ihn richtig verstanden habe –, nicht das in Frankreich bekannte System der Minimallohne, offenbar auch nicht das in Deutschland bekannte System der erleichterten Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, sondern irgend etwas Neues.

Es freut mich, dass Sie uns soviel Innovation zutrauen. Aber es wird sehr sorgfältiger Abklärungen bedürfen, um herauszufinden, welches das geeignetste, marktkonformste, adäquateste Mittel ist, um solchen Ausnahmefällen begegnen zu können.

Das allein ist der Grund, weshalb Ihnen der Bundesrat empfiehlt, die Motion als Postulat zu überweisen; an unserem Handlungswillen wird es nicht fehlen.

M. Salvioni, rapporteur: Je voudrais simplement ajouter que le Conseil national a accepté la motion par 110 voix contre 53 et qu'il faudrait apporter deux petites modifications au texte allemand. En effet, il faudrait remplacer «Lohndumping» par «Sozialdumping» et «Absprache mit dem Biga» par «Konsultation mit dem Biga».

Frick: Für den Fall, dass dieser Vorstoss als Motion überwiesen wird, möchte ich einen Gedanken äussern, der mir wichtig erscheint. Gemäss drittem Abschnitt des Motionstextes soll es in der Kompetenz der Kantone liegen, nach Absprache mit dem Biga und den Berufsverbänden Bestimmungen zum Schutz vor Lohn- und Sozialdumping in Kraft zu setzen. Diese Kompetenz der Kantone ist nur eine der bekannten Grundmöglichkeiten. Die andere Möglichkeit ist die leichtere Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen. Nun erwähnt die Motion aber die zweite Möglichkeit nicht. Mir ist daran gelegen, dass wir heute mit diesem Motionstext keine Einengung festsetzen, und zwar in zwei Richtungen:

1. Ich möchte, dass der Bundesrat in Anbetracht von Absatz 3 der Motion die Möglichkeiten der leichteren Allgemeinverbindlicherklärung der Gesamtarbeitsverträge trotzdem genau prüft und dass wir uns die Möglichkeit offenhalten, uns für die eine oder andere Lösung zu entscheiden.

2. Im Nationalrat wurde diesbezüglich bereits eine Motion überwiesen. Ich möchte nicht, dass wir uns mit der Ueberweisung dieses Wortlautes der Ueberweisung der anderen Motion verschliessen und uns die Lösung via GAV von vornherein verbauen. Gegebenenfalls ist der dritte Abschnitt des Motionstextes zu streichen.

Bundesrat **Koller**: Ich weiss nicht, ob ich dazu kompetent bin. Aber – und das ist im Sinne meiner Ausführungen – wenn Sie die Motion als solche überweisen, erleichtern Sie uns natürlich angesichts der Schwierigkeit der Aufgabe und der mehreren möglichen Mittel, die wir wirklich sorgfältig untersuchen müssen, die Aufgabe wesentlich, wenn Sie den letzten Abschnitt streichen. Dann hätten wir wirklich die Freiheit, das bestmögliche Mittel zu entwickeln – wir haben ja Zeit. Der erste praktische Fall kann in zwei Jahren sein, wenn die Grenzgänger erleichterten Zugang zu unserem Land haben – dann hätten wir wirklich bedeutend mehr Handlungsfreiheit als mit diesen doch relativ detaillierten Auflagen im letzten Abschnitt.

M. Salvioni, rapporteur: Je suis d'accord, mais je ne sais pas si la commission le serait également.

Bühler Robert: Wenn das Ganze als Postulat überwiesen würde, könnte auch der letzte Abschnitt stehenbleiben. Ich bin der Meinung, wir sollten zuerst wissen, ob Postulat oder Motion. Ich bin für das Postulat.

Plattner: Im Interesse des Ganzen wäre es schon wünschenswert, dass mindestens der erste Teil als Motion mit dem verbindlichen Auftrag an den Bundesrat ginge. Es geht schliesslich darum, ein Zeichen zu setzen. Der Bundesrat bestätigt ja, dass er etwas tun will, und wir können ihn darin bestärken, indem wir ihm den Teil, der unbestritten ist, als Motion überweisen und den letzten Abschnitt als Postulat. Das wäre mein Antrag in dieser Situation.

Mir schiene es nun logisch, dass man Abschnitt für Abschnitt entscheidet, ob man sie als Motion oder als Postulat überweisen will, wie wir das seinerzeit bei der Motion Fischer-Seengen zur Kernenergie gemacht haben.

M. Salvioni, rapporteur: Je demande avant tout qu'on se prononce sur l'ensemble de la motion telle que présentée par la commission, car cette dernière voulait, au dernier alinéa, insister sur la compétence des cantons, et non laisser à la Confédération le soin de légiférer pour toute la Suisse, car les situations peuvent être différentes.

On pourra accepter chaque phrase de la motion séparément, mais auparavant il y a lieu, je le répète, de voter la motion telle que présentée.

Präsidentin: Herr Plattner beantragt abschnittsweise Abstimmung, Herr Salvioni möchte über die Motion als Ganzes abstimmen lassen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Plattner

18 Stimmen

Für den Antrag Salvioni

18 Stimmen

Mit Stichentscheid der Präsidentin

wird der Antrag Plattner angenommen

Avec la voix prépondérante de la présidente

la proposition Plattner est adoptée

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion

25 Stimmen

Dagegen

1 Stimme

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung des Postulates

31 Stimmen

(Einstimmigkeit)

92.057-25

EW. Anpassung des Bundesrechts

(Eurolex)

Produktheftpflicht. Bundesbeschluss

EEE. Adaptation du droit fédéral

(Eurolex)

Responsabilité du fait des produits.

Arrêté fédéral

Botschaft I und Beschlussentwurf vom 27. Mai 1992 (BBl V 1)

Message I et projet d'arrêté du 27 mai 1992 (FF V 1)

Beschluss des Nationalrates vom 31. August 1992

Décision du Conseil national du 31 août 1992

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Petitpierre, rapporteur: La commission vous propose de reprendre la version de l'arrêté fédéral, tel qu'il a été préparé par le Conseil fédéral et approuvé par le Conseil national, avec deux modifications mineures aux articles premier et 12, modifications auxquelles votre commission souscrit. La pertinence du message I.7.3 est ainsi acquise et cela me dispense donc de donner de longues explications.

Le contenu de la directive sur la responsabilité du fait des produits défectueux ne diffère qu'extrêmement peu de la pratique du Tribunal fédéral en la matière. Sa réception ne pose donc pratiquement pas de problème. Nous connaissons la responsabilité causale pour les dommages corporels et matériels, de même d'ailleurs que nous connaissons indépendamment de la directive la réparation du tort moral au sens de l'article 49